

Références juridiques applicables au niveau européen et national

Règlementation européenne :

- règlement du Conseil n°1080/2006 du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER), modifié par le règlement du Parlement européen et du Conseil n° 397/2009 du 6 mai 2009 en ce qui concerne l'éligibilité des investissements en efficacité énergétique et en énergies renouvelables dans le secteur du logement,
- règlement du Conseil n°1083/2006 du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, modifié par les règlements du Conseil n°1341/2008 du 18 décembre 2008 et n°284/2009 du 7 avril 2009 et le règlement (UE) n° 539/2010 du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010,
- règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional modifié par le règlement (CE) n°846/2009 de la Commission du 1er septembre 2009, modifié par le règlement (UE) n°832/2010 de la Commission du 17 septembre 2010,
- règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général,
- décision de la Commission européenne du 28 novembre 2005 n°2005/842/CE concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2, du traité CE aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,
- décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Règlementation nationale :

- décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013, modifié par le décret n°2011-92 du 21 janvier 2011,
- circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale,
- circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion, et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013,
- circulaire du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire du 22 juin 2009 relative à la mise en œuvre des opérations liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans le logement,
- circulaire du Ministère de l'Egalité des Territoires et du Logement du 1^{er} août 2012 sur la mobilisation du FEDER en faveur des opérations relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans le logement sur la période 2007-2013.